

Brochure n° 3302

Convention collective nationale

IDCC : 2147. – **ENTREPRISES DES SERVICES D'EAU
ET D'ASSAINISSEMENT**

■ *Journal officiel* du 2 décembre 2009

**Arrêté du 24 novembre 2009 portant extension d'un avenant à la
convention collective nationale des services d'eau et d'assainisse-
ment (n° 2147)**

NOR : MTST0928150A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2000, et notamment l'arrêté du 16 octobre
2008, portant extension de la convention collective nationale des entreprises
des services d'eau et d'assainissement du 12 avril 2000 et des textes qui
l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 9 du 17 novembre 2008, relatif à la gestion prévisionnelle
des emplois et des compétences, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 7 janvier 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), rendu lors de la séance du
2 octobre 2009,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale
des entreprises de services d'eau et d'assainissement du 12 avril 2000, les

dispositions de l'avenant n° 9 du 17 novembre 2008, relatif à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, à la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 novembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2008/51, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 8 €.